

REPUBLIQUE DU BURUNDI



Cabinet du Président

DECLARATION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR PIERRE
NKURUNZIZA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU
BURUNDI SUR LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE
POUR LE DEVELOPPEMENT

New York, le 15 septembre 2005

Excellences Messieurs les Coprésidents de la réunion de haut niveau,

Excellence Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
Excellences Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernements,
Excellences Mesdames, Messieurs,

Nos premiers mots seront pour les victimes de la catastrophe naturelle qui vient d'endeuiller le Sud des Etats-Unis. nous réitérons du haut de cette tribune, les sentiments de profonde sympathie que nous avons déjà exprimés à l'endroit du Gouvernement et du peuple américain tout entier.

Qu'il nous soit permis ensuite de présenter nos chaleureuses félicitations à leurs Excellences Messieurs les coprésidents de cette réunion de haut niveau pour leur élection à la présidence de nos travaux.

Nos félicitations s'adressent également aux autres membres du Bureau.

Excellences, il y a cinq ans, par la Déclaration du millénaire, les dirigeants de toutes les Nations scellaient un pacte universel de développement socio-économique et de préservation des droits et de la dignité de la personne humaine.

Ce pacte universel comprend 8 objectifs. Le chemin emprunté ainsi que la vitesse engagée en vue de les atteindre diffèrent considérablement d'un pays à un autre. S'agissant de mon pays, la guerre qui l'a secoué pendant plus de 10 ans ne nous a pas permis de réaliser tous ces objectifs.

Certes, oui, il y a eu du retard, mais tout n'est pas perdu. L'espoir de réaliser une grande partie des objectifs d'ici 2015 demeure. Le peuple burundais vient de démontrer sa volonté massive de tourner définitivement la page de la guerre et de s'engager dans la voie de la reconstruction et du développement.

C'est dans ce contexte nouveau d'une meilleure sécurité et d'une légitimité accrue que le nouveau Gouvernement s'est engagé dans une stratégie résolue de lutte contre la pauvreté. Nous savons que nous pouvons compter sur le concours de la communauté internationale.

Nous nous réjouissons que le Burundi ait bénéficié d'un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Mais, au regard de la situation qui prévaut dans notre pays, nous plaidons pour une annulation totale de la dette.

Pour ce qui est de l'objectif d'assurer une éducation primaire pour tous, nous avons pris, lors de Notre investiture à la Magistrature suprême, la décision de faire bénéficier de la gratuité de l'enseignement primaire à tout enfant en âge d'être scolarisé à partir de l'année scolaire 2005-2006. Et pour l'horizon 2006-2007, nous prévoyons la reconstruction d'au moins une école primaire sur chaque colline de recensement ; ceci impliquera la construction de 800 salles de classe en 2006, le recrutement de 2.000 nouveaux enseignants et l'acquisition de matériel didactique pour un coût estimatif de 15.000.000 \$.

Excellences Messieurs les Coprésidents,
Excellences Mesdames, Messieurs,

S'agissant de l'objectif de l'égalité des genres, Notre gouvernement vient de réaliser des progrès importants. Les femmes exercent désormais de grandes responsabilités dans la conduite des affaires du pays.

Elles occupent en effet 35% des postes dans toutes les institutions de l'Etat, y compris des postes importants comme celui de président de l'Assemblée nationale et les deux vice-présidences du Sénat. Au niveau du Gouvernement, la deuxième Vice-Présidence de la République leur revient.

De plus, sur les 20 ministères, 7 sont dirigés par des femmes, notamment aux Affaires étrangères et à la Justice. Enfin, elles ont fait une entrée remarquée dans l'administration territoriale où plusieurs postes de gouverneurs et d'administrateurs communaux leur sont dévolus.

Dans le domaine de la santé, beaucoup reste à faire. Notre Gouvernement s'est engagé à développer une politique visant l'amélioration sensible de l'accès aux soins de santé pour tous ainsi que la poursuite de la mise en application du plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA dont l'un des axes essentiels est le renforcement des capacités de prévention et de traitement du VIH/SIDA.

L'autre souci majeur de notre Gouvernement est d'assurer un environnement durable dans un pays où plus de 90% des ménages utilisent le bois comme source d'énergie, d'où une forte pression sur les ressources naturelles, et une dégradation subséquente de l'environnement. Il reste possible d'atteindre l'objectif initial du millénaire.

Pour ce qui est de la paix et de la sécurité à l'intérieur du pays et dans la sous-région, nous sommes heureux de constater que la paix règne sur presque toute l'étendue du territoire national.

Au niveau régional, nous nous félicitons des efforts consentis en vue de recouvrer la paix, la stabilité et le développement durable dans la région des Grands-Lacs. Nous suivons donc

de près et participons activement aux actions de préparation de la Conférence internationale sur la région des Grands-Lacs qui se tiendra prochainement à Nairobi.

Excellences,

Les questions de sécurité, de stabilité sociale et de lutte contre la pauvreté sont étroitement liées.

Nous devons briser le cycle vicieux du conflit et de la pauvreté. Il nous faut marcher sur les deux jambes en procurant à la fois des dividendes de la paix concrets et rapides aux populations défavorisées et vulnérables (rapatriés, déplacés, démobilisés, chômeurs) afin de priver les forces opposées au processus de paix d'un vivier de mécontents sur qui s'appuyer. Mais dans le même temps, nous devons intégrer ces groupes défavorisés dans un vaste programme de réinsertion et de redressement économique (accès à la terre, à l'emploi, aux soins de santé, etc...)

Bref, nous voulons améliorer rapidement les conditions sociales afin d'accroître les chances de réalisation des objectifs de développement pour le millénaire. Le soutien de l'ensemble de la population au processus de paix et au programme de croissance économique est à ce prix.

La communauté internationale est partie prenante à cette nouvelle situation. C'est pourquoi nous lui lançons un appel pressant afin que le niveau et la qualité de ses engagements de la période post-conflit s'adaptent à ces nouvelles attentes et aux nouveaux changements politiques.

Nul doute que la communauté internationale augmentera le volume et la qualité de l'aide afin de répondre aux attentes impatientes de la population qui a misé sur la paix et le changement démocratique.

NOUS VOUS REMERCIONS.